



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Présidence française de l'Union européenne

Question au Gouvernement n° 4648

Texte de la question

PRÉSIDENTICE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE

**M. le président.** La parole est à Mme Sabine Thillaye.

**Mme Sabine Thillaye.** Monsieur le secrétaire d'État chargé des affaires européennes, après des mois de préparation, nous y sommes : depuis le 1er janvier 2022, la France a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Ce rôle, nous le savons déterminant car il nous incombe désormais de favoriser les consensus entre les différents États membres.

Il s'agira avant tout d'un semestre de travail que notre majorité souhaite dédier à la consolidation d'une Union européenne défendant ses valeurs, capable de réguler le secteur numérique et engagée dans la concrétisation de la lutte contre le changement climatique.

L'Europe fait face à de nombreux défis. Que nous parlions de climat, de numérique ou de migration, de défense ou de sécurité, il n'y a aucun sens à vouloir les relever seuls. D'abord parce qu'ils nous concernent tous : jusqu'à preuve du contraire les grands défis, l'épidémie le montre, ne s'arrêtent pas aux frontières de la France. Ensuite – et surtout – parce qu'ensemble nous sommes plus efficaces.

En revanche, il faut rendre l'action de l'Union européenne plus visible auprès des citoyens, afin qu'ils la comprennent mieux. Je sais, monsieur le ministre, que vous partagez cet objectif puisque la devise qui encadre notre présidence comprend le mot « appartenance ».

Cette appartenance au projet européen passe aussi par les symboles. Le drapeau européen déployé sous l'Arc de Triomphe était un geste symboliquement fort. N'en déplaise aux oppositions, la conviction européenne ne s'oppose pas au patriotisme, elle le complète. C'est pour les soldats tombés que nous avons décrété « plus jamais », pour eux que le projet européen est né, comme une réponse au sacrifice consenti.

Pourriez-vous nous préciser les différentes manifestations sur le volet « appartenance » de la présidence française de l'Union qui auront lieu et comment les parlementaires y seront associés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

**M. Pierre Cordier.** Et des drapeaux !

**M. Clément Beaune,** *secrétaire d'État chargé des affaires européennes.* Vous avez raison de revenir sur les enjeux fondamentaux de cette présidence et de souligner que cela n'est pas contradictoire avec le besoin

d'assumer et de partager des symboles – cela n'est pas anecdotique. Nous avons, en effet, pavoisé certains monuments publics – dont l'Arc de Triomphe – aux couleurs de l'Europe, afin de marquer le début de cette présidence.

Je veux d'ailleurs, dans un esprit républicain d'unité qui devrait nous animer, saluer tous les parlementaires, quel que soit leur banc, qui n'ont pas emboîté le pas des lanceurs de polémiques stériles, y compris dans le camp de M. Ciotti et de Mme Péresse. Je les en remercie. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Je veux saluer les maires, plus nombreux encore, qui, comme jamais en France, ont pavoisé les monuments publics, leur mairie. Toutes sensibilités politiques confondues et dans toute la France, ils l'ont fait parce qu'ils n'ont pas l'Europe honteuse. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)* Aucun d'entre nous ne devrait l'avoir : nous devrions être fiers de défendre les idées françaises en Europe pendant ce semestre.

Nous continuerons, n'en déplaise à ceux qui confondent l'élan patriotique avec le petit commerce électoral. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

**Un député du groupe LR** . Oh là là !

**M. Clément Beaune**, *secrétaire d'État* . Nous avancerons sur le fond des priorités de cette présidence, rappelées par Jean-Yves Le Drian : climat, numérique, sécurité. C'est cela être à la hauteur des enjeux. Nous le ferons aussi dans le domaine culturel, comme le Président de la République l'a annoncé avec Sarah El Haïry. Nous ferons la promotion du service civique européen, une formidable réussite, afin de donner cette expérience concrète à tous les jeunes.

Nous défendrons aussi nos valeurs : la liberté de la presse et de la justice ; la défense des droits fondamentaux en Europe, qui sont parfois menacés. Lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui se terminera en mai sous présidence française de l'Union européenne, nous aurons l'occasion de défendre ces valeurs et ces engagements, d'en être fiers ensemble. Nous n'avons pas honte d'être français en Europe. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et Dem.)*

## Données clés

**Auteur** : [Mme Sabine Thillaye](#)

**Circonscription** : Indre-et-Loire (5<sup>e</sup> circonscription) - Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 4648

**Rubrique** : Union européenne

**Ministère interrogé** : Affaires européennes

**Ministère attributaire** : Affaires européennes

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [5 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 janvier 2022](#)